

LE CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME EXAMINE LA SITUATION DES DROITS DE L'HOMME EN PALESTINE

22 septembre 2014

Le Conseil des droits de l'homme a entamé, cet après-midi, son débat général sur la situation des droits de l'homme en Palestine et dans les autres territoires arabes occupés. Il a été saisi dans ce cadre du rapport de la Haut-Commissaire aux droits de l'homme sur les mesures prises en vue d'assurer la mise en cause des responsables de violations graves du droit international humanitaire et des droits de l'homme dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est.

Le rapport a été présenté par la Haut-Commissaire adjointe aux droits de l'homme, Mme Flavia Pansieri. Il fournit notamment des données mises à jour, relevant le grand nombre de victimes civiles côté palestinien, le nombre de sans abri et de déplacés, et l'ampleur des destructions à Gaza. Il fait état de graves violations du droit international des droits de l'homme et du droit humanitaire international, y compris des faits qui pourraient être constitutifs de crimes de guerre. Il relève la disproportion des attaques menées par les groupes armés palestiniens et par les forces armées israéliennes, qui n'ont pas respecté l'inviolabilité des locaux des Nations Unies. Mme Pansieri a souligné que, si on ne s'attaque pas sérieusement au problème, on peut s'attendre à le voir revenir devant ce Conseil dans un avenir proche. Le Haut-Commissariat s'inquiète par ailleurs des conséquences de l'absence de justice et d'absence de recours approprié pour les victimes, qui alimentent la répétition des cycles de violence.

L'État de Palestine est intervenu en tant que pays concerné pour condamner la décision d'Israël de ne pas participer à ce débat général, y voyant une violation de plus des droits de l'homme et du droit international humanitaire par ce pays. La Palestine demande la constitution d'une alliance mondiale pour contraindre Israël à respecter enfin le droit international. Elle a rappelé qu'en tant que membre des Nations Unies, Israël avait l'obligation de respecter la résolution du Conseil et de coopérer avec sa commission d'enquête. La République arabe syrienne est également intervenue en tant que pays concerné.

Dans le débat qui a suivi, toutes les délégations* se sont déclarées préoccupées par la détérioration de la situation dans les territoires palestiniens occupés, par la disproportion des frappes militaires des derniers mois, notamment contre les civils palestiniens et contre les locaux des Nations Unies, et ont condamné les violations du droit international humanitaire et des droits de l'homme. Plusieurs États ont jugé important le travail de la Commission d'enquête du Conseil et demandé la convocation d'une Conférence des Hautes Parties contractantes à la quatrième Convention de Genève. La plupart ont appelé à la fin de la colonisation des territoires par Israël, à la fin du blocus de Gaza et à la reprise de négociations de bonne foi vers une solution à deux États. Certaines délégations ont condamné la décision de l'Union européenne de boycotter le débat sur ce point de l'ordre du jour. Le Qatar et la République arabe syrienne ont exercé le droit de réponse s'agissant de déclarations faites au cours de la séance.

Demain matin, le Conseil doit tenir une réunion-débat sur les violences envers les enfants. Le débat général sur la situation des droits de l'homme en Palestine et dans les autres territoires arabes occupés reprendra à midi.

Situation des droits de l'homme en Palestine et dans les autres territoires arabes occupés

Présentation du rapport du Haut-Commissariat

MME FLAVIA PANSIERI, Haut-Commissaire adjointe des Nations Unies aux droits de l'homme, a rappelé que le Conseil des droits de l'homme avait adopté la [résolution S-21/1](#) le 23 juillet 2014, pour assurer le respect du droit international dans les territoires palestiniens occupés, y compris Jérusalem-Est, après la grave détérioration de la situation à Gaza et en Cisjordanie. Mme Pansieri a rendu compte de l'application de la résolution et de la situation dans les territoires entre le 12 juin et le 26 août 2014.

Le rapport recense de nombreuses allégations de violations du droit international et souligne l'impossibilité d'effectuer une vérification exhaustive des informations reçues, pour des raisons de sécurité. Les données préliminaires, qui sont toujours en cours d'examen, montrent que 1479 des 2158 Palestiniens tués lors des opérations militaires cet été étaient des civils, dont 506 enfants. Ces chiffres ont été mis à jour ce matin. Au 22 septembre, 13,7 % des victimes appartenaient à des groupes armés

palestiniens. Du côté israélien, au moins 66 soldats, cinq civils – dont un enfant et un ressortissant étranger – ont été tués. À Gaza, plus de 100 000 Palestiniens étaient sans abri quand les armes se sont tuées et plus d'un quart de la population a été déplacé.

Le rapport fait état de graves violations du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire, y compris des faits qui pourraient être constitutifs de crimes de guerre. Concernant les groupes armés palestiniens, le rapport note des tirs indiscriminés de roquettes et le non-respect de l'inviolabilité des locaux des Nations Unies. Les forces armées israéliennes n'ont pas mené d'attaques proportionnées, comme en témoigne le nombre de victimes civiles, et ont visé, directement ou indirectement, des écoles de l'UNRWA, la mission de secours des Nations Unies.

Le rapport relève également que le lancement de l'opération israélienne à Gaza dans la nuit du 7 juillet avait occulté les graves problèmes qui restent posés en Cisjordanie.

Il est encore trop tôt pour présenter un tableau exhaustif des mesures nécessaires. Toutefois, Mme Pansieri a appelé Israël et l'État de Palestine à mener leurs propres enquêtes de manière indépendante, impartiale et transparente, et à accorder à la Commission d'enquête des Nations Unies toute l'aide nécessaire ainsi que l'accès total aux territoires occupés.

Comment éviter une nouvelle détérioration de la situation? Si on ne s'y attaque pas sérieusement, on peut s'attendre à voir revenir la question de la violation des droits de l'homme devant ce Conseil dans un avenir proche, a mis en garde la Haut-Commissaire adjointe. La conséquence de l'impunité et de l'impossibilité pour les victimes de réclamer des dédommagements est la perpétuation du cycle de violence, a dit Mme Pansieri, évoquant un recours possible devant la Cour pénale internationale.

Le Conseil est saisi du rapport du Haut-Commissaire (A/HRC/27/76 à paraître, une [version préliminaire](#) est disponible en anglais) sur la mise en œuvre de la [résolution S-21/1](#) du Conseil des droits de l'homme, intitulée «Assurer le **respect du droit international dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est**». Le rapport porte notamment sur les mesures prises en vue d'assurer la mise en cause des responsables de violations graves du droit international humanitaire et des droits de l'homme dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est.

Pays concernés

L'[État de Palestine](#) a condamné la décision d'Israël de ne pas participer au débat de ce jour, ce qui constitue une nouvelle violation des droits de l'homme et du droit international humanitaire. La Palestine demande la constitution d'une alliance mondiale pour contraindre Israël à respecter enfin le droit international. Faisant référence au conflit de juin dernier, qualifié de «dernière agression en date d'Israël contre Gaza», la Palestine a estimé que les actions israéliennes étaient constitutives de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité. Elle a rappelé que le conflit avait fait plus de 2000 morts, dont 510 enfants et 286 femmes, et 11 000 blessés, dont un tiers d'enfants. La Palestine s'est félicitée de la création d'une commission internationale d'enquête par le Conseil des droits de l'homme. Elle a rappelé qu'en tant que membre des Nations Unies, Israël avait l'obligation de coopérer avec la commission d'enquête. La Palestine a aussi dénoncé les pratiques de détention administrative par les autorités israéliennes ainsi que la colonisation illégale, qui constitue une violation de la Quatrième Convention de Genève.

La [République arabe syrienne](#) a qualifié «d'actes haineux» les agissements d'Israël contre le peuple palestinien et contre les Syriens du Golan. En dépit de tous les appels de la communauté internationale, Israël, la puissance occupante, poursuit ses violations du droit international en totale impunité. Israël poursuit notamment sa politique de colonisation et de soutien au groupe terroriste al-Nosra. Un rapport fait état de communications entre Israël et plusieurs groupes terroristes, a dit la Syrie.

Débat

La [République islamique d'Iran](#), au nom du [Mouvement des pays non alignés](#), a condamné la violation des principes fondamentaux du droit international du fait de l'agression israélienne dans les territoires arabes. Le Mouvement des pays non alignés réitère son soutien à la cause juste du peuple palestinien, victime d'un traitement qui rappelle l'apartheid. Le Mouvement juge nécessaire de poursuivre l'aide économique et humanitaire au peuple palestinien. La Commission d'enquête est un instrument important pour lutter contre l'impunité: tous les États membres du Conseil devraient soutenir son action. Le Mouvement des pays non alignés appelle la Suisse à organiser rapidement une réunion des États parties aux Conventions de Genève. Il se déclare enfin préoccupé par l'attitude de certains États membres du Conseil qui refusent de participer aux travaux au titre de la situation des droits de l'homme en Palestine

et dans les autres territoires arabes occupés.

Le Pakistan, au nom de l'Organisation de la coopération islamique, a regretté que plusieurs États continuent de justifier les agissements d'Israël, ce qui donne à ce pays un sentiment d'impunité totale. L'Organisation de la coopération islamique a appelé ces mêmes États à participer au débat général sur la situation des droits de l'homme en Palestine et dans les autres territoires arabes occupés. Le représentant a également regretté la situation dans le Golan syrien, source de violations des droits politiques, économiques et sociaux de la population syrienne. L'Organisation de la coopération islamique appelle par conséquent à une réunion des Hautes Parties contractantes aux Conventions de Genève.

Les Émirats arabes unis, au nom du Groupe arabe, ont condamné la décision de l'Union européenne de boycotter le débat du jour, ce qui donne à Israël une impunité totale. De l'avis du Groupe arabe, Israël ne peut invoquer la légitime défense en raison de son statut de puissance occupante. Le Groupe arabe appelle à une réunion des Hautes Parties contractantes aux Conventions de Genève.

L'Éthiopie, au nom du Groupe africain, a réaffirmé son soutien à la «marche historique du peuple palestinien», victime de l'oppression israélienne depuis plus de 60 ans. Le Groupe africain demande à Israël de lever le blocus contre Gaza et à renoncer à tout acte qui complique encore la situation sur le terrain, notamment la colonisation. Le Groupe africain a appelé aussi à la libération de tous les prisonniers palestiniens en Israël, dont des femmes et des enfants.

L'Irlande s'est félicitée du travail des services du Haut-Commissaire aux droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés. L'Irlande condamne toutes les atteintes aux droits de l'homme et demande au Conseil de s'en saisir, y compris s'agissant des tirs de roquettes contre des cibles civiles en Israël et le recours par Israël à une force armée disproportionnée. Il est évident qu'aucune des deux parties n'a tenu compte des effets de ses actes sur la population civile. L'Irlande est toujours préoccupée par la politique de colonisation d'Israël.

Le Venezuela a condamné les violations flagrantes du droit international humanitaire et des droits de l'homme commises par Israël, dans l'objectif de dépouiller de manière définitive le peuple palestinien de son héritage historique. Le Venezuela condamne l'élite politico-militaire israélienne et ses actions génocidaires. Il demande la levée immédiate du blocus contre Gaza, imposé depuis 2007. Il exige que les responsabilités pénales de ceux qui ont décidé de l'action génocidaire du mois de juin soient déterminées.

L'Arabie saoudite a rappelé que, lors de la session extraordinaire du Conseil des droits de l'homme, elle avait demandé la convocation d'une réunion des Hautes Parties contractantes aux Conventions de Genève. L'Arabie saoudite regrette qu'un nombre croissant d'États boycottent le débat au Conseil dans le but évident de dissimuler les violations des droits de l'homme commises par Israël, et d'en revenir ainsi à un système de «deux poids, deux mesures». Le Conseil de sécurité de l'ONU devrait adopter une résolution prévoyant le retour aux frontières de 1967 et la proclamation d'un État palestinien selon un calendrier très précis.

L'Afrique du Sud a rappelé que le peuple palestinien doit exercer son droit à l'autodétermination et disposer d'État souverain. L'Afrique du Sud considère que l'occupation israélienne doit cesser immédiatement. Elle a relevé que la situation en Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est, continue de se détériorer. L'Afrique du Sud a appelé le Conseil à assurer le suivi de l'application de la résolution S-21/1 et à faire en sorte que la conférence des Hautes Parties contractantes aux Conventions de Genève se réunisse rapidement.

La Fédération de Russie a appelé Israël à coopérer avec le Conseil des droits de l'homme. La Russie est favorable à un règlement politico-diplomatique de la situation en Palestine et dans les autres territoires arabes occupés, notamment par des négociations directes pour la recherche d'une solution à deux États. La Russie est opposée à l'occupation par Israël, aux colonisations illégales et au blocus de Gaza. Elle s'est dite convaincue que la communauté internationale devra envisager des efforts supplémentaires.

L'Indonésie a condamné les violations du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire par Israël en Palestine. Elle s'est inquiétée de l'usage disproportionné de la force par Israël contre la population de la Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est, et dans la bande de Gaza. L'Indonésie soutient la demande de convocation d'une conférence des Hautes Parties contractantes aux Conventions de Genève. Il ne s'agit pas seulement de mettre un terme à la violence, mais aussi d'assurer une protection internationale pour la population civile palestinienne.

Le Chili a présenté ses condoléances aux victimes du conflit israélo-palestinien. Il a ensuite observé

qu'Israël persiste dans ses actes et politiques à Gaza et en Cisjordanie, alors que la communauté internationale a maintes fois admis leur caractère illégal.

Cuba a accusé Israël de continuer de commettre des crimes de guerre dans les territoires qu'il occupe. Les événements récents à Gaza sont la preuve de l'usage disproportionné de la force et de la «volonté génocidaire d'Israël». Cuba réclame une issue juste au conflit.

La Chine a déclaré que la cause première du conflit est l'absence de solution juste et équitable dans cette région. La Chine soutient la solution des deux États sur la base des frontières de 1967, avec Jérusalem comme capitale des deux États. Les deux parties doivent reprendre les négociations pour parvenir à cet objectif. La communauté internationale doit faciliter cet effort.

Les Maldives ont condamné les atroces violations des droits de l'homme qui perdurent dans le territoire palestinien occupé par Israël. L'Assemblée générale des Nations Unies a établi que le peuple palestinien avait droit à un État indépendant. Les Maldives soutiennent l'appartenance de la Palestine aux Nations Unies et à d'autres organisations internationales. Les Maldives se félicitent de la décision prise par le Conseil des droits de l'homme, en juillet, d'envoyer une commission internationale d'enquête en Israël.

Les Émirats arabes unis ont regretté que certains pays ne participent pas au débat sur la situation des droits de l'homme en Palestine et dans les autres territoires arabes occupés, une situation qui mérite au contraire amplement d'être discutée étant donné que les violations des droits de l'homme par Israël y atteignent des proportions inimaginables. Les Émirats arabes unis ont versé près de 40 millions de dollars en soutien aux services médicaux de Gaza pendant la crise. Les Émirats arabes unis appellent à la levée du blocus de Gaza.

L'Algérie a dénoncé les violations constantes des droits de l'homme en Palestine par la puissance occupante. L'Algérie attend avec intérêt le rapport de l'Organisation de la coopération islamique au sujet des événements de l'été dernier à Gaza. L'Algérie attire l'attention du Conseil sur le drame vécu par des milliers de Palestiniens emprisonnés en Israël, privés de leurs droits fondamentaux, y compris les visites de leur famille. L'Algérie condamne la colonisation israélienne et toute mesure visant à modifier la composition démographique de Jérusalem-Est.

Le Brésil a appelé de ses vœux la reprise des négociations, suspendues en avril, autour de la recherche d'une solution à deux États conforme aux résolutions des Nations Unies. Le Brésil a condamné la confiscation de terres par Israël en Cisjordanie. Les frontières de 1967 devraient être respectées. Le blocus imposé à Gaza et le contrôle de la Cisjordanie entravent la recherche d'une solution. Le Brésil a demandé aux deux parties d'aider la Commission d'enquête à accomplir son mandat.

Le Koweït a prié la Commission d'enquête du Conseil de se concentrer sur la redevabilité et la lutte contre l'impunité. Le Koweït a demandé la tenue immédiate d'une Conférence des Hautes Parties contractantes aux Conventions de Genève. Il a réaffirmé son soutien sans faille au peuple palestinien dans sa quête d'un État indépendant avec Jérusalem pour capitale.

Le Mexique a fait part de sa préoccupation devant la situation des droits de l'homme en Palestine, qu'il juge inacceptable. Le Mexique a lancé un appel pour que les facteurs ayant conduit aux affrontements actuels soient étudiés, y compris la construction du mur de séparation, la colonisation et le blocus de Gaza. Le gouvernement israélien a été prié de suspendre la construction de colonies de peuplement. Le Mexique a condamné l'usage de la force par quelque partie que ce soit.

Le Pérou a condamné les actes de violence émanant des deux parties et appelé à ce qu'il y soit mis fin. Il a également salué les efforts menés par la Suisse, qui tient des consultations pour la tenue d'une réunion des Hautes Parties contractantes de la quatrième Convention de Genève.

Le Maroc a lancé un appel pour que les obstacles qui ont entravé la tâche de la Commission d'enquête internationale indépendante sur Gaza et le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme dans les territoires occupés soient levés afin qu'ils puissent s'acquitter de leur travail et présenter un rapport au Conseil. Le Maroc condamne tous les actes et agissements d'Israël tendant à créer un fait accompli et en modifiant la composition démographique des régions occupées.

Observateurs

Le Qatar a dénoncé l'agression «sauvage et répétée d'Israël» qui cherche à établir un fait accompli. Comment la communauté internationale peut-elle rester immobile devant une agression de 51 jours et qui a fait plus de deux mille morts si Israël n'avait bénéficié de la complicité des autres pays

colonisateurs qui s'estiment au-dessus des lois, se demande le Qatar. Il faut qu'Israël sache que la résistance continuera tant que l'occupation durera.

L'Égypte a estimé que les violations des droits de l'homme que subissent les populations arabes des territoires occupés ne cessent de s'aggraver. Les pratiques israéliennes illégales se poursuivent tant à Gaza qu'en Cisjordanie. L'Égypte soutient les revendications palestiniennes dans le cadre d'un règlement politique, pacifique et durable. Le rôle de l'Égypte lors du dernier conflit à Gaza témoigne de sa bonne volonté de médiation, de même que ses efforts conjoints avec la Norvège pour convoquer une conférence sur la reconstruction.

L'Équateur rappelle la grave situation des droits de l'homme du peuple palestinien. Il est essentiel que la cessation des hostilités soit suivie d'une reprise du dialogue politique. L'Équateur est favorable à une commission d'enquête internationale indépendante qui rende compte de la dimension véritable des violations des droits de l'homme commises lors du récent conflit à Gaza. Israël doit respecter ses engagements en tant que membre de l'ONU, notamment en mettant fin au blocus humanitaire de Gaza. L'Équateur invite la communauté internationale à renforcer son assistance humanitaire à la bande de Gaza.

La Turquie estime que les violations des droits de l'homme sont au cœur de la situation épouvantable du territoire palestinien occupé. Après le conflit de juin, la communauté internationale doit réparer les dégâts et appuyer le gouvernement palestinien d'unité nationale, qui doit assumer ses responsabilités sur l'ensemble du territoire palestinien. La Turquie, pour sa part, assure le transfert de blessés depuis Gaza et a des projets de construction d'hôpitaux dans la région.

L'Iraq a déclaré que la Palestine devait pouvoir devenir un État indépendant et qu'il faut mettre un terme à l'occupation par Israël.

L'Islande a demandé une enquête pleine et entière sur les violations des droits de l'homme commises par toutes les parties. Il faut s'attaquer aux causes profondes de la crise, a-t-elle dit, exhortant Israël à mettre un terme à ses colonies de peuplement. Une solution fondée sur deux États est la seule issue viable à ce conflit.

Oman a dénoncé les violations arbitraires des droits des Palestiniens par Israël et a évoqué des crimes contre l'humanité, regrettant que certains pays membres cherchent à les minimiser. Il a appelé toutes les parties à coopérer avec le Rapporteur spécial, appelant la communauté internationale à faire pression sur Israël pour qu'il se retire des territoires palestiniens.

Le Bangladesh a dit appuyer le droit légitime et inaliénable du peuple palestinien à obtenir un État souverain indépendant avec Jérusalem comme capitale et sur la base des frontières de 1967. Le Bangladesh reste préoccupé par l'usage «éhonté de la force» par Israël, incluant les tirs à balles réelles sur des manifestants pacifiques. Toutes ces pratiques «obéissent à une logique de nettoyage ethnique colonialiste», selon le Bangladesh.

La Jordanie a accusé Israël d'être responsable de toutes les violations des droits de l'homme qui ont cours dans cette région. C'est au Conseil de veiller à ce que ces violations ne se perpétuent pas. Israël doit cesser tous ses agissements dans la région. La Jordanie, pour sa part, continuera de s'y opposer.

La Suisse a déploré le conflit récent de Gaza et le nombre particulièrement élevé de victimes civiles qu'il a causé. Dans ce contexte, la Suisse a insisté sur la nécessité de mener des enquêtes indépendantes sur les allégations de violations des droits de l'homme et du droit humanitaire international. La Suisse a ensuite souligné la nécessité de parvenir à un accord global qui puisse contribuer à la levée du blocus, à une amélioration durable de la situation humanitaire, au respect du droit international ainsi qu'à la sécurité des populations concernées. Elle s'est également dite préoccupée par le nombre important d'arrestations et de détentions arbitraires de civils palestiniens par Israël, y compris de mineurs. Elle déplore également la récente décision des autorités de s'octroyer une vaste propriété privée palestinienne près de Gva'ot et demande au gouvernement israélien de revenir sur cette décision. Du côté palestinien, la Suisse estime regrettable qu'en dépit du processus de réconciliation en cours, les arrestations et autres détentions arbitraires et privations de la liberté d'expression et du droit de manifester pacifiquement se poursuivent tant à Gaza qu'en Cisjordanie.

La République islamique d'Iran a déclaré que, depuis 2009, les rapports préparés par la mission d'établissement des faits à Gaza ont mis en évidence les nombreuses violations des droits de l'homme commises par Israël. Certaines d'entre elles pourraient signaler l'existence d'une situation d'apartheid.

La Malaisie a regretté l'absence de coopération d'Israël avec les organismes des droits de l'homme des Nations Unies. La Malaisie soutient l'appel à la réunion, cette année encore, d'une conférence des Hautes Parties contractantes aux Conventions de Genève. La Malaisie estime que ceux qui demandent que la situation en Palestine soit traitée dans le cadre d'autres points de l'ordre du jour donnent une preuve évidente d'application du principe de «deux poids deux mesures».

Le Soudan a appelé le Conseil des droits de l'homme à prendre toutes les mesures nécessaires pour faire la lumière sur les violations des droits de l'homme commises par Israël dans les territoires arabes occupés. Le Conseil doit rester saisi de la situation des droits de l'homme en Palestine dans le cadre d'un point spécifique de l'ordre du jour.

Bahreïn a regretté que certains pays boycottent le débat de ce jour, cautionnant ainsi la politique israélienne de violation des droits de l'homme. Il faut obliger Israël à respecter le droit et la dignité des Palestiniens. Israël doit aussi cesser de faire de la lutte antiterroriste le prétexte de sa propre politique de terrorisme d'État. Bahreïn a demandé à Israël de libérer les prisonniers palestiniens qu'il maintient en détention.

Le Liban a regretté qu'Israël bénéficie d'un traitement de faveur de la part des grandes puissances. Le Liban appelle au rétablissement des Palestiniens dans leur droit inaliénable à l'autodétermination. La communauté internationale manquera de crédibilité aussi longtemps qu'elle n'aura pas obligé Israël à respecter ses engagements internationaux et à quitter les territoires occupés.

Le Sénégal a constaté que le rapport montrait, une fois de plus, le refus d'Israël de coopérer et la persistance de sa politique de violation des droits de l'homme et du droit international. Le Sénégal a appelé à la convocation d'une Conférence des Hautes Parties contractantes aux Conventions de Genève. La création d'un État palestinien viable demeure la seule solution au conflit israélo-palestinien.

Sri Lanka a appelé les parties au conflit à s'abstenir de toute attaque indiscriminée et disproportionnée contre des civils. Sri Lanka, qui soutient les droits légitimes du peuple palestinien, a donné un million de dollars à l'Autorité palestinienne pour l'aider à faire face aux conséquences de la crise humanitaire à Gaza.

Droit de réponse

Le Qatar a jugé honteuses les accusations proférées contre lui par la Syrie du président Bachar el-Assad dans le cadre du débat sur la situation en Palestine. Le Qatar mène en Syrie une action humanitaire, œuvrant à la préservation de la morale et de la dignité de l'homme.

La République arabe syrienne a déclaré que le Qatar participait aux assassinats commis en Syrie. Les enlèvements commis par le Front al-Nosrah sur le Golan, qui ont entraîné la mort de deux soldats philippins, ont bénéficié du soutien du Qatar. La Syrie demande aux Nations Unies de prendre des mesures contre tous les pays qui complotent et financent le terrorisme.

Les délégations suivantes ont participé au débat général de cet après-midi en tant qu'États membres du Conseil ou en leur nom: République islamique d'Iran au nom du Mouvement des pays non alignés, Pakistan au nom de l'Organisation de la coopération islamique, Émirats arabes unis au nom du Groupe arabe, Éthiopie au nom du Groupe africain, Irlande, Venezuela, Arabie saoudite, Afrique du Sud, Fédération de Russie, Indonésie, Chili, Cuba, Chine, Maldives, Émirats arabes unis, Algérie, Brésil, Koweït, Mexique, Pérou et Maroc. Sont également intervenus les pays observateurs suivants: Qatar, Égypte, Équateur, Turquie, Iraq, Islande, Oman, Bangladesh, Jordan, Suisse, Iran, Malaisie, Soudan, Bahreïn, Liban, Sénégal, Sri Lanka.

Ce document est destiné à l'information; il ne constitue pas un document officiel